

Islam et libertés, un débat au Maroc

mercredi 6 février 2008 - Alain Gresh - Le Monde Diplomatique



Imprimer

Un certain nombre d'intellectuels marocains ont signé « L'Appel pour la défense des libertés individuelles ». En voici les attendus :

« Depuis quelques années, on assiste au Maroc à une inquiétante prolifération des menaces et agressions (verbales ou physiques) à l'encontre de divers groupes ou individus. »

« À cause des goûts, croyances, opinions ou choix de vie personnels de ces derniers, on les accuse d'"offenser les sentiments des musulmans" et de "menacer les valeurs traditionnelles des Marocains". Sous le prétexte de "protéger la morale et la vertu", certains n'hésitent plus à prononcer, ouvertement ou de manière détournée, des sentences d'excommunication (takfir) à l'encontre desdits "déviant". Ce qui consiste, clairement, à appeler à la violence physique à leur encontre, voire à menacer leur vie. »

« Au vu de leurs conséquences, ces campagnes de stigmatisation religieuse, suscitées et relayées par divers groupes intégristes, sites Internet et titres de presse, constituent autant d'atteintes graves à un principe fondamental et universellement reconnu : celui des libertés individuelles. »

« La multiplication de ces campagnes, conjuguée à la passivité des autorités, a fini par installer au Maroc un réel climat de terrorisme intellectuel. Un grand nombre d'artistes et créateurs, penseurs, écrivains, journalistes, ou simples citoyens aux goûts et choix de vie personnels jugés "déviant", subissent aujourd'hui, du simple fait de l'exercice de leurs libertés individuelles, une pression considérable. »

« À de multiples reprises, cette pression a engendré des actes de violence qui sont allés dans certains cas jusqu'au meurtre. Elle a même abouti, dernièrement, à des émeutes, pillages et destructions de biens privés par une foule manipulée, chauffée à blanc et sur le point de procéder au lynchage public de prétendus "déviant". La pression était telle que l'Etat s'est vu acculé, pour "calmer la foule", à libérer les émeutiers appréhendés, puis à juger et condamner sans preuves... les victimes de cette hystérie collective ! »

« Nous vivons aujourd'hui dans un climat de haine et d'inquisition qui, à terme, met en danger la paix civile au Maroc. »

Parmi les premiers signataires Abdellatif Laâbi Ecrivain, poète Tahar Benjelloun Ecrivain, lauréat du prix Goncourt, Mohamed Tozy Professeur universitaire, Saïd Saadi Ancien ministre, Mohamed Soual Membre du bureau politique du PPS, Khalid Mohamed Souhoun Membre du conseil national du PSU, El Mostafa Soulahi Ecrivain, membre de La Commission Arabe Des Droits Humains

Le site de la revue *Tel Quel* publie le 20 janvier une défense de cet appel sous la plume de Ahmed R. Benchemsi, intitulée « Maroc : Pourquoi l'appel des démocrates marocains »

« D'où est venue cette initiative de lancer un "appel pour la défense des libertés individuelles" ? D'abord d'un constat lucide : le "camp d'en face" (celui des islamistes plus ou moins extrémistes et de tous les populistes qui, objectivement, font leur jeu), dispose d'un cadre idéologique clair : la religion et la morale islamique "pures et parfaites" - ou du moins, c'est ainsi qu'ils la fantasment. "L'autre camp" (celui des démocrates, libéraux et autres humanistes) a, lui, un problème : son discours ne s'inscrit pas dans un corps de doctrine clair et ouvertement affirmé. Ce camp-là se contente de dire, à chaque fois que l'actualité l'exige : "Ce n'est pas bien de juger et de condamner autrui sur la base de choix de vie personnels"... mais sans dire, en contrepoint : "Voilà ce qui est bien, et voilà la doctrine universellement reconnue dans laquelle notre condamnation s'inscrit". »

Parmi les voix discordantes, celle d'Ali Amar, le directeur de le courageux *Le journal hebdomadaire* (sur le combat de cet hebdomadaire, lire mon envoi « Un Maroc de façade ») qui signe un éditorial dans la livraison du 19 janvier (le texte n'est pas accessible sur Internet, le site du journal n'est plus mis à jour depuis août 2007). Son texte s'intitule « Un cri dans la nuit. Pourquoi nous sommes contre L'Appel pour la défense des libertés individuelles. » (Ali Ammar avait accepté, au départ, le principe du texte, mais il s'en est retiré quand il a vu le texte définitif ; sur certains sites, son nom est mis parmi les signataires)

Sa réflexion rejoint, en partie, celle que j'ai développé sur ce blog, notamment dans « Tous unis contre le "fascisme islamique" ? »

J'en donne ci-dessous des extraits :

L'auteur commence par dénoncer « l'influence dangereuse d'idéologies sectaires, populistes et intégristes », tout en soulignant que celles-ci « sont largement minoritaires et ne concernent que quelques groupuscules épars ».

Pourtant, poursuit Ali Amar, l'esprit de l'Appel est dévoyé car « l'unique ambition de fédérer un maximum de signataires de tous bords (les islamistes, y compris les plus modérés d'entre eux ont été exclus et c'est là une erreur) n'aura réussi qu'à en faire perdre l'essentiel ».

L'erreur essentielle, écrit Amar, est « de dédouaner l'Etat qui D'ABORD ne les (les libertés) accorde pas à tous ». Revenant sur les divers procès contre les homosexuels et les satanistes, il affirme : « N'est-ce pas l'Etat et sa justice aux ordres qui ont traîné devant les tribunaux de jeunes musiciens les accusant de satanisme ? Comment évoquer le "terrorisme intellectuel" des intégristes contre leurs détracteurs ou les artistes libertaires (ce qui est certes réel), tout en passant à la trappe celui permanent du régime contre ses opposants ou ses simples débatteurs ? Qui "chauffe à blanc les foules" à l'instar des prédicateurs religieux les plus enflammés ? Qui d'autre s'adonne au "lynchage public" pour faire taire ceux qui refusent de courber l'échine et de rejoindre les rangs de ses courtisans ? N'est-ce pas l'Etat censeur et ses Torquemada, médias officiels en tête, qui ont organisé la curée contre "Le Journal", l'accusant faussement et sciemment d'avoir reproduit les caricatures du Prophète pour le jeter en pâture à la vindicte publique ? N'est-ce pas lui qui a rameuté ses Cerbères devant les locaux du "Journal" aux cris de "Tremblez ô juifs, l'armée de Mohammed est de retour" ? » Et Amar de continuer sur les responsabilités de l'Etat occultées par les signataires de l'appel.

« Non, la société marocaine n'est pas seulement malade de ses quelques fous de Dieu. Elle est en danger parce que le régime la corsète dans un carcan de non-droit. Elle est privée de ses anticorps parce que l'Etat ne les laisse pas se multiplier. Parce que l'Etat est avant tout sécuritaire et antilibéral (au sens premier du terme). Parce que l'Etat est persuadé, comme d'ailleurs une grande partie

des signataires de cet Appel qui le soutiennent dans sa politique, que le peuple n'est pas mûr, et qu'au nom d'une folle idée fixe sur sa sacralité immuable, la seule liberté qui est admise est celle de ne fustiger que les intégristes. Que l'on ne s'y trompe pas : si les plus extrémistes ont droit de cité, si les islamistes radicaux sont si menaçants, si leur voix porte dans notre société, s'ils ont la latitude de stigmatiser, d'excommunier et au final de s'adonner à des violences verbales et physiques, c'est avant tout parce que nous ne sommes pas en démocratie. Nous n'y sommes pas parce que le régime et ses institutions ne le veulent pas.»

Du même auteur :

- ▣ Israël, le rapport Winograd
- ▶ Mort de George Habache
- ▶ Guerre d'Irak, comment en sortir ?

3 février 2008 - Alain Gresh - Les carnets du Diplo

Vous pouvez consulter cet article à :

<http://blog.mondediplo.net/2008-02-...>



Alain Gresh